

ÉCHO MÉTAUX



DOSSIER AIRBUS GROUP : TENIR LA CADENCE

ACTUALITÉS

RÉGION PARISIENNE
un congrès pour
construire l'avenir

LE PORTRAIT

AMINA ZINAEVE
« Le collectif, ça change
la vie ! »

VOS DROITS

Trois mandats et après ?
Quand l'expérience syndicale
reprend ses droits





22 LES CHIFFRES

Des chiffres et des mots

- LE JOURNAL DE LA **FÉDÉRATION FO** DE LA MÉTALLURGIE -

ÉDITO

L'ÉCOUTE DU RÉEL

Ce 29 octobre, nous avons été reçus par le ministre en charge de l'Industrie. Ce rendez-vous intervient dans un contexte économique où les signaux faibles deviennent des menaces franches : désindustrialisation rampante, crise de compétitivité et perte de repères stratégiques dans des secteurs tels que l'automobile.

Les analyses sont lucides et sans appel : la mondialisation s'est retournée, les marchés émergents se ferment, et les constructeurs français, tels Stellantis ou Renault, se retrouvent pris entre un modèle asiatique hyper planifié et un marché européen atone. L'électrification du parc, loin d'être un relais de croissance, agit pour l'heure comme un révélateur de nos faiblesses : capacités industrielles peu flexibles, dépendance technologique et inadéquation des stratégies de gammes avec la demande réelle.

C'est précisément sur ces points qu'alerte FO Métaux. La question n'est plus seulement celle de la transition écologique, mais aussi celle de **la soutenabilité industrielle** : comment produire en France des véhicules électriques accessibles, préserver les sites et les emplois existants, et maintenir des compétences clés alors que les chaînes d'approvisionnement se redessinent en Asie et que la Chine avance avec l'objectif avoué de supplanter notre industrie ?

Cette réalité impose une exigence claire : les aides publiques doivent être strictement conditionnées au maintien et au développement de l'emploi industriel sur notre territoire, en excluant tout financement qui favoriserait les importations ou les délocalisations. Il s'agit d'encourager l'intégration d'un maximum de contenu local dans des véhicules fabriqués en France, pour consolider l'ensemble de la filière automobile nationale.

Nous avons rappelé que la reconquête industrielle passe par une approche globale : relocalisation ciblée, sécurisation des activités critiques (batteries, semi-conducteurs, aciers spéciaux) et renforcement des filières, tout en garantissant un pilotage social fondé sur les accords de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP, ex GPEC).

Le ministre s'est voulu à l'écoute sur ces questions, conscient des enjeux qu'elles soulèvent. Ce dialogue, qu'il faut poursuivre, doit déboucher sur des décisions concrètes : une politique industrielle ambitieuse, structurée et lisible, ainsi qu'une stratégie nationale claire et pérenne pour l'automobile de demain.

Dans cette période d'instabilité politique, FO Métaux continuera de faire entendre une voix responsable mais ferme. Parce que sans industrie, il n'y a pas de croissance durable ni de souveraineté économique. Sans dialogue social solide, il n'y aura pas de politique industrielle crédible.

Valentin Rodriguez



DOSSIER

AIRBUS GROUP : TENIR LA CADENCE



Les métallos FO des syndicats du groupe Airbus se sont retrouvés pour leur séminaire de formation et de coordination annuel à Lège Cap Ferret les 9 et 10 octobre. Rassemblés autour de leur équipe de coordination, en présence du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Valentin Rodriguez, du secrétaire fédéral Edwin Liard et du secrétaire de l'USM de Gironde et des Landes Stéphane Bessin, ils se sont penchés sur la situation de leurs implantations afin de mieux tracer la perspective des actions à venir, notamment en vue des élections professionnelles de 2027.

S'APPUYER SUR LE DIALOGUE SOCIAL



Valentin Rodriguez a pris la parole pour refermer le séminaire et a débuté son intervention par un point sur l'actualité économique et sociale, marquée par l'instabilité politique.

Non remplacement d'un fonctionnaire sur trois, année blanche, suppression de jours fériés, nouvelles mises à contribution des chômeurs ou de la sécurité sociale : les projets présentés par Matignon depuis plusieurs mois ont de quoi inquiéter les métallos... Fustigeant une rhétorique catastrophiste qui veut que le pays soit « au bord de la falaise », le secrétaire général de notre Fédération a dénoncé un exécutif qui ne vise, par ses discours alarmistes, qu'à produire « un effet de sidération et de peur afin que chacun se persuade qu'il n'y a pas d'alternative » aux amères potions d'austérité que se proposent de servir aux Français les gouvernements qui se succèdent toujours plus vite. Alors que les pouvoirs publics insistent lourdement sur le poids de la dette, Valentin Rodriguez s'est élevé contre son instrumentalisation, basée sur des mensonges auxquels il a tordu le cou, rappelant notamment l'inanité de la comparaison répétée avec la situation

d'un ménage. « Il n'y a pas de consensus économique autour de cet indicateur, qui devrait d'abord permettre de mesurer l'investissement public dans les infrastructures, la défense ou la politique industrielle, a-t-il considéré, et dont l'aggravation est d'abord le résultat de l'instabilité politique. »

Le secrétaire général FO Métaux est ensuite revenu sur les mobilisations de la rentrée, distinguant le mouvement non structuré du 10 septembre, étranger à la logique de l'intersyndicale dont FO est partie prenante, des journées des 18 septembre et 2 octobre. Belle réussite sans non plus être un « raz-de-marée », la première aurait pu conduire à de sérieuses négociations, mais a été suivie de la deuxième, qui fut un « échec ». Au-delà des causes de ce choix, Valentin Rodriguez a pointé un psychodrame artificiel, créé par un exécutif « qui a fait de l'instabilité une préférence, érigeant ainsi sans la moindre hauteur de vue l'irresponsabilité politique en mode de gouvernance », à laquelle il a opposé les valeurs du syndicalisme réformiste et du dialogue social.

Après un point sur les négociations en cours avec l'UIMM (épargne sala-

riale, handicap, minima salariaux), il est d'ailleurs revenu sur cet esprit de responsabilité qui caractérise notre pratique syndicale, et qui irrigue le plan de développement AGIR récemment lancé par les instances fédérales. « Tout part d'un constat que nous ne pouvons et ne devons pas nier, a expliqué Valentin Rodriguez : celui de l'érosion de nos résultats électoraux. » Cette observation a conduit à une analyse en profondeur amenant à se fixer 1 % comme objectif de progression en termes de représentativité. Notre Fédération a adopté à cet effet un mode de pilotage permettant d'inclure l'ensemble des structures syndicales et de donner une attention particulière au collège cadres, dont le poids ne cesse de croître dans la métallurgie. Misant sur un plan qui cible avec précision les nouvelles implantations potentielles et le renforcement de l'existant, il a aussi souligné qu'une « stratégie s'appuyant sur le dialogue social, comme FO Métaux a su le faire, est incontournable et donne des résultats », comme les pratiques déployées chez Airbus group l'ont largement démontré. Il a conclu en rappelant aux métallos FO la tenue des élections à la mutuelle Msaé, qui s'achevaient le 16 octobre, et pour lesquelles il était impératif de se mobiliser.

PAS DE PERFORMANCE INDUSTRIELLE DURABLE SANS PERFORMANCE SOCIALE



Après avoir présenté les thèmes de ces deux journées de travail, le coordinateur FO Airbus Dominique Delbouis est revenu sur

la construction et l'ascension d'Airbus pour formuler un constat qui montre tout ce que FO a apporté au géant aéronautique : « il n'y a pas de performance industrielle durable sans performance sociale, qui se construisent parallèlement dans la durée ». Vantant la solidité du groupe, il s'est cependant inquiété de voir le voisin allemand préparer plus qu'activement leur avenir industriel, ne cachant pas la crainte de chacun de le voir se construire au détriment du périmètre France.

Derrière les bons résultats, il a rappelé que se trouvait l'engagement des salariés que les efforts et la détermination de notre organisation ont permis de faire récompenser par une politique salariale à la hauteur. « Le salaire reste la vitamine de la consommation et de l'investissement, sans lesquelles il n'existe pas de croissance ni d'innovation. » Réaffirmant l'attachement de FO au dialogue social qui a si souvent porté ses fruits, il y a aussi vu un remède à « l'éconocide » français, qui étouffe notre industrie au nom de règles que les autres ne s'imposent pas. « L'indépendance n'est pas l'isolement, le rapport de force démocratique n'est pas la confrontation stérile, a-t-il martelé. A nous de faire renaître l'espoir et de refuser le déclin, dans l'entreprise mais aussi dans notre pays. »

Se félicitant de l'attachement des salariés à Airbus et à FO, il a conclu en dévoilant le nouveau logo de la coordination, inspiré de ces considérations.



BIENVENUE EN GIRONDE !

Le secrétaire de l'USM de Gironde et des Landes Stéphane Bessin a souhaité la bienvenue aux participants.

Brossant un tableau économique et social assez contrasté des deux départements, entre automobile et sidérurgie en souffrance, et un secteur aérospace aussi présent que bien portant, il en a pointé le fort potentiel de développement.

« Avec 1400 entreprises employant près de 37 500 salariés, la métallurgie de Gironde et des Landes est un terrain d'action où le plan de développement AGIR sera plus que pertinent », a-t-il considéré.



FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES SALARIÉS

Le co-président du Comité Européen d'Airbus Group Jean-Marc Escourou est revenu sur la nature et le fonctionnement de l'instance avant de faire le point sur les nombreux sujets qui l'ont occupée ces derniers mois. Du programme SCAF au rachat de l'équipementier Spirit, de la stratégie de l'Allemagne à la question de l'attribution des bonus, sans oublier le rapprochement en cours entre Thalès Alenia Space, Leonardo et Airbus, avec les questions qui en découlent pour l'industrie spatiale française, il a prévenu : « nous nous battons pour faire entendre, sur chaque dossier, la voix des salariés et pour défendre leurs intérêts. »

UNE BONNE SANTÉ À MAINTENIR

S'exprimant en fin de séminaire, les têtes de file des divisions Airbus ont fait le point sur les grands enjeux au sein de ces dernières, sans oublier d'évoquer le nouveau cycle électoral qui s'ouvrira en 2027 et la nécessité pour FO de continuer de progresser.

AIRBUS HELICOPTERS SYLVAIN DOLZA



« FO n'est pas invincible, mais cette apparente fragilité se révèle un gage de solidité, car il n'y a que ce qui n'est jamais acquis, comme notre place de n°1, dont on prend réellement soin. Malgré un climat social difficile, nos équipes tiennent le terrain et nous tenons nos promesses là où les autres organisations syndicales sont dans le paraître. Face à une direction qui veut présenter la facture des accords Reload aux salariés, nous ne devons rien lâcher, comme nous devons continuer de défendre tout le monde, en dépit de la montée des communautarismes. Derrière les bons résultats économiques, les charges de travail restent notre combat quotidien pour assurer l'avenir de notre division. Malgré les investissements annoncés sur Marignane, nous restons vigilants. »

AIRBUS ATLANTIC YANNICK WASIELEWSKI



« N°1 dans notre division et en progression chez les cadres, FO entend continuer de se renforcer et de se développer chez Atlantic, et contribuer à favoriser la croissance d'Atlantic au sein d'Airbus. Nous sommes vigilants et unis face à une situation nationale aussi complexe qu'instable. Notre liberté, notre indépendance, mais aussi notre capacité à être constructifs et fermes sont des atouts majeurs dans ce contexte. Nous nous battons aussi pour les investissements, les embauches, la formation et les moyens pour que les salariés travaillent en toute sécu-



rité à construire l'avenir. Notre vision du dialogue social fait de nous des partenaires exigeants là où d'autres sont des accompagnateurs passifs. Nous devons le maintenir au plus haut niveau pour continuer d'avancer, même lorsque c'est difficile. »

AIRBUS DEFENCE & SPACE JEAN-DAMIEN BLOQUET, COORDINATEUR ADJOINT



« Le spatial incarne un secteur industriel prospère, mais qui vit une phase décisive de son existence. Face à la concurrence féroce de Space X, à la montée en puissance de la Chine et de l'Inde, l'Europe connaît des retards malgré l'émergence timide de son propre New Space, du fait d'un manque de cohésion. Le projet Bromo (rapprochement de Thales, Airbus et Leonardo) pourrait devenir pour le spatial ce qu'Airbus fut pour l'aéronautique, mais les questions de gouvernance et de leadership rendent l'exercice périlleux. Il ne faudra pourtant pas rater le coche, car l'avenir de 10 000 salariés en France en dépend. Le secteur de la

défense risque quant à lui de perdre sa taille critique, au risque de renforcer une Allemagne déjà très forte. »

AIRBUS COMMERCIAL AIRCRAFT BERTRAND MENDEZ



« Nous ne cessons d'enregistrer de nouvelles adhésions, y compris chez les cadres, mais face à l'immensité du terrain à couvrir, nous peignons parfois à maintenir avec les salariés cette proximité qui nourrit notre force et nous permet d'œuvrer pour la performance sociale. Les 10 ans de charge de nos carnets de commandes ont de fortes retombées en termes d'emploi, mais pour tenir les montées en cadence, il faut aussi des investissements dans la formation et dans les outils industriels pour garantir la qualité et la sûreté de nos appareils. La dissémination des sites d'assemblage de l'A321 de par le monde doit devenir une opportunité pérenne pour nos sites et leurs salariés. En amont, il nous faut sécuriser la R&D en France et résorber enfin les problèmes de supply chain. »

RAJEUNIR LE SYNDICALISME

A l'occasion de ce séminaire Airbus, une table ronde a été consacrée à la thématique « Syndicalisme, engagement & jeunesse » autour de Dominique Andolfatto, professeur de Sciences Politiques à l'Université Bourgogne – Europe, et Sylvain Pablo Rotelli, maître de conférences à l'Université Toulouse Capitole. Ces deux universitaires travaillent actuellement à une étude sur ce sujet commandée par notre Fédération, et dont ils ont livré les premiers éléments de réflexion avant une restitution complète début 2026.

Derrière la problématique du renouvellement des équipes syndicales, c'est d'abord à la difficulté à appréhender les jeunes générations que font face les organisations syndicales.

Pour construire leurs études, les universitaires Dominique Andolfatto et Sylvain Pablo Rotelli se sont beaucoup appuyés sur leurs recherches auprès de FO chez Airbus Opérations et SAS, complétées par les trop rares enquêtes consacrées au sujet. Ces dernières laissent voir une capacité et une envie de s'engager collectivement intactes chez eux, mais qui ne trouvent pas de traduction dans un syndicalisme qui leur apparaît trop souvent comme archaïque. Ils lui préfèrent des engagements plus locaux, plus spécialisés et moins empreints de liens hiérarchiques, en phase avec un certain individualisme. Néanmoins, ont fait remarquer les chercheurs, la stabilité du pourcentage de syndiqués dans la population active démontre une réalité : les jeunes se syndiquent, et de nouveaux adhérents viennent prendre la place de ceux qui raccrochent la chasuble.

Une étude de Sciences-Po relève que les ouvriers et les jeunes opérateurs se tournent vers les syndicats avant tout car ils sont démunis face aux directions, là où les cadres misent sur des stratégies individuelles du fait de meilleures ressources. Ces derniers seraient pourtant plus susceptibles d'être des sympathisants que les salariés du premier collège. Elle distingue par ailleurs trois types de parcours menant au syndicalisme : l'héritage familial, la rencontre qui change tout suite à un besoin, et celles ou ceux qui ont connu le mili-

tantisme avant la vie professionnelle. L'individualisme des jeunes ne serait qu'une illusion, la nature de la rencontre serait tout ou presque, laissant à penser que la balle serait dans le camp syndical, qui cherche toujours comment la saisir.

Pour les universitaires, le lien entre stratégie syndicale et nombre de syndiqués peut être clairement établi, et sur ce terrain, la stratégie de dialogue social qui irrigue la philosophie et les actions de notre organisation explique ses bons résultats, notamment chez Airbus, où l'excellent maillage de terrain par les métallos FO offre de surcroît un effet amplificateur.

Reste qu'il faut bien prendre en compte les évolutions générationnelles pour aborder la jeunesse par le bon bout. Moins attachés que leurs aînés à leur entreprise, les jeunes connaissent aussi moins la sécurité du CDI et ont des trajectoires professionnelles plus heurtées. Ne croyant plus au salariat, ils ont aussi des modes de mobilisation plus fragmentés et spécifiques, et craindraient qu'un engagement syndical ne se traduise par des contraintes (cotiser, militer, manifester...) mais aussi par la création de liens humains qu'ils pourraient ensuite perdre. Plus fragiles qu'on ne veut bien le croire, ces jeunes auraient surtout en horreur l'idée d'être des robots ou des moutons et seraient donc soucieux de garder la maîtrise de leur engagement.

Les travaux des deux universitaires ne font cependant pas l'impasse sur les causes structurelles des difficultés du syndicalisme à s'adresser à la jeune



génération, dont la perte de moyens suite aux différentes réformes depuis la loi de 2008 sur la représentativité. Dans ce travail particulièrement énergivore, avec à disposition des canaux de communication saturés (comme les réseaux sociaux), pas facile d'exister, donc.

Pourtant, les défis à relever demain, qui ne manquent pas, devraient susciter l'adhésion. Si leur recension ne permet pas de livrer une formule magique pour que le syndicalisme relève la tête, elle montre malgré tout que la syndicalisation reste la principale piste pour regagner du terrain, considérant l'importance vitale de la masse d'adhérents, au-delà du simple calcul électoral.

Près d'une vingtaine de délégués sont montés à la tribune pour relater la situation de leur implantation et, ce faisant, ont brossé un tableau détaillé de la situation économique et sociale dans les divisions du groupe, ses filiales et ses sociétés. Tous ont rendu **un hommage appuyé à Dany Devaux, ancien DSC d'Airbus Atlantic**, dont la disparition tragique au début de l'été est encore dans tous les esprits.

ATLANTIC : UNE FORCE À CONSOLIDER



Représentant sept implantations sur le territoire national, les métallos FO de la division Atlantic, spécialiste des aérostructures, ont été nombreux à venir s'exprimer à la tribune.

Leurs interventions ont montré la forte dynamique de croissance de la division, notamment en Loire-Atlantique, comme en témoignent les plus de 1 200 recrutements en CDI ces trois dernières années sur les trois sites historiques de Nantes, Montoir-de-Bretagne et Saint-Nazaire. **Marie Le Pallier-Tourin** (Nantes) a souligné que l'intégration de deux sites de Daher dans Atlantic ainsi que le transfert de 250 salariés vers Airbus n'avait pas été de tout repos, mais elle s'est réjouie que les bons accords de substitution négociés par FO leur aient permis de bénéficier des dispositions de Reload. Elle s'est également félicitée du haut niveau de nouvelles adhésions à notre organisation. **Sébastien Jasnowski** (Mérignac) a relaté la reprise du bon cap par son équipe syndicale après des années difficiles et d'importantes pertes d'effectifs.

Notre organisation y a retrouvé sa crédibilité par son professionnalisme et son efficacité, et les salariés ne s'y trompent pas. **Tony Peret** est revenu sur la dure montée en cadence du site de Méaulte, où les tensions de la supply chain continue de peser et de générer des difficultés. Malgré les investissements et les recrutements, beaucoup, parfois trop, est demandé aux salariés. Comme **William Lautard** (Montoir-de-Bretagne) l'a lui aussi fait remarquer, la formation cristallise de nombreux points de friction. Issue du même site, **Emmanuelle Martin** a soulevé la problématique de la nouvelle classification, qui doit évoluer plus fréquemment chez Airbus face à des métiers en perpétuelle évolution. A notre organisation de s'emparer du sujet et d'aboutir par le dialogue social, fidèle à cette idée que la reconnaissance des salariés, dont les attentes sont ici fortes, ne passe pas uniquement par le salaire. Pour Rochefort, **Christophe Viron** s'est inquiété de la montée des troubles musculo-squelettiques (TMS) et des risques psycho-sociaux (RPS) alors que les

cadences continuent leur augmentation. D'autant que, a précisé **Charlotte Boulais**, les recrutements sont nombreux sur ce même site. Une équipe jeune et motivée compte bien y inverser la vapeur et apporter des réponses à ces problématiques. Du côté de Saint-Nazaire, les difficultés liées à la supply chain et aux recrutements se doublent d'un problème de place qui entrave l'agrandissement du site. **Anthony Bernard** a décrit un climat social tendu dans lequel l'action de FO, nécessaire, se traduit par une aide du quotidien aux salariés très efficace, et qui se traduit par des adhésions.

Yves Da Costa, pour le siège social toulousain, où FO est bien représentée et connaît une forte progression, a rendu hommage au travail de l'équipe syndicale avant de centrer son propos sur le comité de groupe Airbus France (CGAF), dont il est le secrétaire et qui rassemble des représentants de toutes les divisions. C'est là que les décisions stratégiques sont prises. FO y fait entendre la voix des salariés, en particulier lorsque des mesures ayant un impact sur l'emploi sont prises. Au-delà des problématiques propres à chaque site, les prises de parole ont permis de souligner des revendications communes à l'ensemble de la division Atlantic. Ainsi des problèmes de la préservation et de la transmission des compétences et des savoir-faire, d'autant plus complexe que l'aéronautique accueille en ce moment beaucoup de salariés en reconversion, qui demandent plus d'attention que les jeunes déjà bien engagés dans la métallurgie. Face au risque de surchauffe des tuteurs, tous les délégués des sites de Loire-Atlantique ont souligné la nécessité de mettre en place un centre de formation pour les sites de l'Ouest.



HÉLICOPTÈRES : DERRIÈRE LA RÉUSSITE, DES FRAGILITÉS

Le site de Marignane, avec ses 9 000 salariés dédiés à la fabrication d'hélicoptères, affiche de très bons résultats. Il vient de bénéficier de 600 millions d'euros d'investissements pour moderniser des bâtiments anciens, dont près de 80 % ont plus de 80 ans.

Régis Delu a souligné que ces travaux permettront d'accueillir plus de charge et de sécuriser l'emploi, comme FO le revendique, mais alerte sur un climat social tendu. La direction revient souvent sur la parole donnée, ce qui crée un risque de conflits, notamment autour des accords Reload négociés par FO. Il insiste sur l'impérieuse nécessité de quadriller le terrain et de renforcer les moyens syndicaux, avec un important travail de communication à l'échelle du groupe pour toucher efficacement le troisième collège, où réactivité et rapidité sont désormais essentielles. Au Paris-Le Bourget, **Philippe Bonnaire** a

noté que la spécialisation des sites a entraîné une forte augmentation des effectifs et des charges de travail, promesse de pérennité, mais seulement si des moyens suffisants sont mis en place pour former et intégrer les nouveaux salariés. Leur retard à devenir pleinement opérationnels impacte la performance, fait grimper la non-qualité et génère des surcoûts, notamment sur la réparation des pales. FO attend qu'un second prestataire soit habilité pour pallier ces difficultés et soutenir la compétitivité du site.

Claudine Revis (Marignane) a souligné les difficultés rencontrées par les femmes pour s'imposer dans la métallurgie et salue la confiance que FO leur accorde. Le réseau WomenFO, en croissance constante, fêtera ses 10 ans l'an prochain. Elle appelle à poursuivre les efforts pour changer les mentalités et renforcer l'égalité professionnelle.

ÉLECTIONS EN VUE

Les échanges ont aussi porté sur la stratégie électorale pour les élections 2027. Tous se sont retrouvés sur la nécessité de rester mobilisés et de se renforcer en affirmant notre identité et nos valeurs. Pour continuer de progresser en termes de représentativité, il faudra porter des revendications salariales claires face à des pratiques pas toujours transparentes qui viennent parfois polluer le dialogue social. Comme l'a résumé Sébastien Jasnowski, il s'agit de « tout donner pour ne rien regretter ». Il faudra aussi mieux dialoguer avec les cadres et positionner FO en organisation syndicale crédible et efficace, notamment dans le domaine de l'information. Pour relever tous ces défis, les métallos FO sont convenus de la nécessité de disposer de relais afin de répartir plus largement le poids de l'action syndicale, dont les moyens ont été fortement amputés lors des deux derniers quinquennats. Au-delà des élections, les métallos ont à cœur d'aider à dénicher, gérer et fidéliser les profils rares et spécialisés dont a besoin l'aéronautique. A cet égard, Airbus se doit d'être compétitif pour attirer et retenir les salariés qui construiront ses lendemains et le dialogue social en sera l'un des instruments.



Adobe ©



AIRCRAFT : LA TÊTE DANS LES NUAGES

Si la division Commercial Aircraft du groupe affiche une solide santé, tout n'y est pas rose pour autant. Christian Ochoa (Opérations, Toulouse) a rappelé qu'après l'arrêt de l'A380, FO avait dû se battre pour maintenir l'emploi. L'instauration de l'horaire 9/10 et la création, en 2023, d'une ligne de production ultramoderne pour la famille A321 dans l'usine Jean-Luc Lagardère ont marqué une belle victoire syndicale. Une seconde ligne devrait être opérationnelle d'ici mi-2026. Capables d'assembler A320 et A321, elles produiront 20 avions par mois, tandis que les effectifs (1 400 salariés) devraient doubler dans le même temps. La montée en cadence concerne aussi les long-courriers : cinq A330 par mois sont prévus en 2029 (contre quatre aujourd'hui), et douze A350 par mois en 2028, contre environ cinq actuellement. FO veillera à ce que cette charge accrue ne pèse pas excessivement sur les salariés. Si les investissements internationaux sur l'A320 (Allemagne, États-Unis, Chine) pouvaient faire douter de la place de Toulouse, la Ville rose reste bien le centre névralgique du groupe. Sa ligne d'assemblage finale est la seule capable de produire l'A321XLR. Airbus va d'ailleurs étendre ses aires d'essais

et ses usines de 18 hectares d'ici 2028 pour doubler la production des A321 et A350.

Sur le site toulousain, la jeune équipe FO enregistre un fort afflux d'adhésions grâce à un solide travail de terrain. **Valérie Molinier**, secrétaire de la Commission égalité professionnelle, note que la féminisation progresse, atteignant 26 %, portée par les recrutements récents, notamment en ingénierie. Des défis subsistent, notamment dans le premier collège, ainsi que pour les salariés en situation de handicap, souvent invisibles et mal informés sur leurs droits. FO agit pour accompagner, informer et briser les tabous. Chez SAS, **Corinne Assié et Christophe Segonds** relèvent une situation syndicale positive, avec plus de 1 500 adhérents dans une population majoritairement cadre, et une audience FO en croissance. L'organisation multiplie initiatives et formations pour rester proche des salariés, tout en anticipant les enjeux de demain, comme la hausse des risques psychosociaux liée à l'intensification du travail et aux effets du dernier PSE. FO veille à ce que la charge de travail reste compatible avec les effectifs et à renforcer le rôle du collectif dans l'organisation du travail.

LES SOCIÉTÉS ANNEXES : LE CHAUD ET LE FROID

Airbus Protect, loin d'être un simple service support, agit comme bouclier et boîte à outils pour le groupe et ses clients. Spécialisée dans la cybersécurité, la fiabilité des produits et la durabilité, la société place la pérennité industrielle au cœur de ses préoccupations. **Vincent Le Bastard** a alerté sur la montée des risques psychosociaux et sur l'attente forte de FO sur les questions salariales. L'expansion de notre organisation y reste complexe en raison de la dispersion de ses 1 800 salariés sur de nombreux sites et petits bureaux. Chez Airbus ASB, leader dans les piles thermiques pour la défense, **David Jolivet** a salué la croissance de l'entreprise, portée par l'investissement des salariés. Il a cependant souligné deux points d'ombre : le désengagement d'Airbus, visible dans la gouvernance et la possible vente des parts ASB à MBDA, et le blocage social persistant depuis dix ans, notamment concernant l'application de l'accord Reload. FO déplore que l'impact sur les commandes et l'emploi ne semble pas pris en compte.

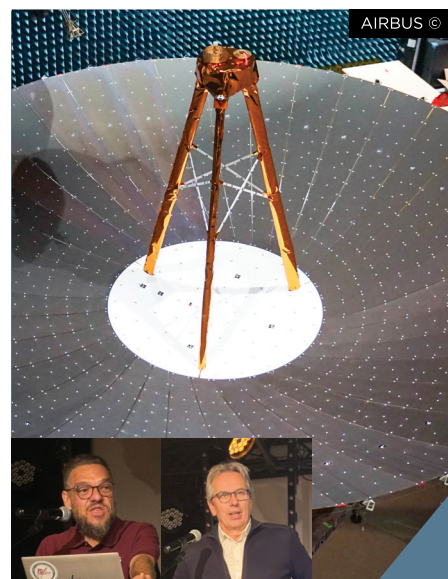
DÉFENCE & SPACE : ENTRE ESPOIRS ET INQUIÉTUDES



Avec l'objectif de renforcer leur représentativité, les équipes FO d'Airbus Défense & Space redoublent d'efforts.

À Toulouse, **Yves Guillemenot** souligne la progression du syndicat, dont les rangs s'étoffent grâce à une communication soutenue et à des prises de position claires, tant sur les enjeux quotidiens que stratégiques pour la filière satellitaire. Le dialogue avec les RH s'est aussi ravivé, permettant de résoudre plusieurs tensions et de défendre efficacement les droits des salariés. Dans le secteur de l'Assemblage, Intégration et Tests de satellites, touché par une baisse de charge, c'est ce dialogue social qui a permis d'appliquer l'accord Reload dans un esprit constructif. En région parisienne, **Grégory Vernon** confirme que le syndicalisme FO s'inscrit dans le temps long. Le projet Bromo, qui vise à rapprocher Thales,

Airbus et Leonardo pour créer un géant européen des satellites, suscite inquiétudes et incertitudes parmi les salariés, entre ceux appelés à rejoindre le nouvel ensemble et ceux qui resteront chez ADS. Le déménagement prévu pour 2027 vers le nouveau site francilien ne concernera que les 1 700 salariés des activités de défense, de Cybersecurity et SLC, tandis que les 700 du spatial resteront sur place. Si cette séparation facilite la scission des activités, elle interroge sur la viabilité et le contrôle futur de la composante défense, secteur hautement stratégique. FO alerte également sur la dégradation des conditions de travail, aggravée par la RCC et un management à courte vue. Les risques psychosociaux explosent, et le syndicat dénonce un système où « les institutions réparent de la main gauche ce que les entreprises cassent de la main droite ». FO insiste sur la nécessité de s'attaquer aux causes organisationnelles plutôt qu'aux seules faiblesses individuelles. Le sujet mobilise de plus en plus les cadres, en faisant un axe fort de progression en vue des prochaines élections professionnelles.



LES FILIALES : UN LEADERSHIP À CONSOLIDER

Frédéric Libert, DSC FO d'Ariane-Group, a rappelé que le plan AGIR trouvait toute sa pertinence sur le bassin bordelais, où existe un fort potentiel de développement. Il a pointé le manque de stratégie et la gouvernance instable du groupe qui fragilisent le leader européen des lanceurs spatiaux, pourtant essentiel à la souveraineté civile et militaire. FO défend une filière spatiale intégrée pour préserver ce fleuron technologique et maintenir la place de la France et de l'Europe dans le secteur. Présente sur la moitié des sites, l'organisation entend étendre son implantation d'ici aux élections de 2027. **Xavier Pesson** s'est réjoui de la bonne santé de MBDA, portée par l'inflation des budgets de défense, qui nourrit la croissance du groupe et génère des embauches, mais contraint aussi les salariés à vivre au rythme de la réorganisation permanente. Le récent rachat de Roxel ajoute également à la charge, avec un important travail à mener sur le management et le dialogue social, difficile face au manque d'interlocuteurs RH.

Par une relation proche et attentionnée,

SOUTENIR TOUTES LES VIES,

TOUTE LA VIE !

Rendez-vous sur
notre site internet :



SANTÉ - PRÉVOYANCE | ÉPARGNE ET SERVICES FINANCIERS | RETRAITE COMPLÉMENTAIRE | SERVICES

APICIL Transverse : Association de moyens régie par la loi du 1er juillet 1901. Inscrite au répertoire SIRENE N° 417 591 971, ayant son siège social au 51 boulevard Marius Vivier-Merle 69003 LYON.

Retrouvez toutes nos mentions légales sur groupe-apicil.com. IN25/FCR0059

LES BRÈVES

L'ACTU EN BREF



Adobe ©

VÉHICULE ÉLECTRIQUE : DÉPASSER LES BORNES

Malgré la progression de leur déploiement, les bornes de recharge pour les véhicules électriques restent en nombre insuffisant dans l'Hexagone et freinent la transition du thermique vers la mobilité décarbonée. Le groupe Vinci teste donc une solution alternative dans l'Essonne, sur l'A10 - une première mondiale sur une autoroute ouverte - : la recharge par induction. Sur 1,5 km, 900 bobines de cuivre enfouies sous la chaussée et alimentées par le réseau électrique génèrent un champ électromagnétique qui recharge les batteries à mesure que voitures et camions roulent. Autre technologie, dont les essais débutent dans l'Ain : la conduction par le sol. Dérivé de la technologie développée par Alstom pour le tramway de Bordeaux, ce système utilise des rails moulés dans une résine afin de s'intégrer au revêtement de la route sans aspérité. Pour capter le courant, un bras articulé installé sur le véhicule vient faire glisser automatiquement un patin sur les rails, alimentés uniquement au passage d'un véhicule. Résultat des tests dans six mois avec une certitude : l'électrique n'a pas dit son dernier mot.



MBDA : MERCI XAVIER !

Après près de 25 ans à la tête du syndicat FO MBDA de Bourges, Xavier Pesson a passé la main à Bruno Jaulneau, en présence de Philippe Guillemot, DSC MBDA depuis avril de cette année. Bruno aura à cœur de préparer la structure FO de Bourges en vue de la prochaine échéance électorale de juin 2027. Les métallos FO n'ont pas manqué de saluer l'engagement de Xavier Pesson durant toutes ces années et l'efficacité avec laquelle il a contribué au développement de notre organisation.



TOUR DE FRANCE DE NOS INDUSTRIES, SAISON 2

« Donner visibilité et fierté aux acteurs qui font l'industrie française au quotidien et sensibiliser la jeune génération aux métiers industriels » ; telles sont les objectifs du tour de France organisé par BpiFrance pour la deuxième année consécutive. Lancé le 23 septembre, lors de la 11ème édition de BIG, le grand rassemblement des entrepreneurs tricolores, cette tournée au cœur des usines et des écoles de nos territoires repose sur un constat : L'industrie a besoin de la jeunesse pour préparer son avenir. Alors que 46 000 postes restent non pourvus dans l'industrie et que près d'un million seront à pourvoir d'ici 10 ans, ce tour de France constitue une opportunité unique de mettre en lumière la richesse des métiers et des parcours qu'offre le secteur !



FO DEVIENT N°1 CHEZ PHINIA DELPHI

Face à la mauvaise passe que traverse l'automobile, FO se pose en rempart pour les salariés, et chez l'équipementier Phinia Delphi, à Blois (Loir-et-Cher), ils ne s'y sont pas trompés lors des dernières élections professionnelles, propulsant notre organisation sur la plus haute marche du podium syndical. Avec 33,62 % des suffrages lors du scrutin des 29 et 30 septembre dernier, le syndicat FO y est devenu pour la première fois n°1 dans l'entreprise. La nouvelle équipe qui a permis ce résultat s'est d'ores et déjà organisée en vue des négociations à venir, et notre Fédération a nommé Pascal Foubert Délégué Syndical Central FO de la société Phinia Delphi France, avec Stéphane Picot comme adjoint. Derrière eux, c'est toute l'organisation FO qui est parée à défendre l'industrie et les salariés.



LE SYNDICAT GÉNÉRAL DES MÉTALLURGISTES FO DE LA RÉGION PARISIENNE

RÉGION PARISIENNE : UN CONGRÈS POUR CONSTRUIRE L'AVENIR

Le syndicat général des métallurgistes FO de la Région Parisienne a tenu son congrès dans les locaux de notre Confédération ce 16 octobre. Autour de sa secrétaire Patricia Bocciarelli (également secrétaire fédérale) et de son bureau, ainsi que du secrétaire fédéral Bruno Reynès, ils ont renouvelé leurs instances avant de se pencher sur les ambitions de développement de leur structure.

Il a beau se montrer discret, avec ses 120 sections, le syndicat général des métallurgistes FO de la Région Parisienne est la plus grosse structure de notre Fédération. Rien d'étonnant donc à ce que les métallos soient venus nombreux à son 29^{ème} congrès, le 16 octobre. « Nous sommes n°1 dans de nombreux secteurs et dans beaucoup d'entreprises mais les médias en font trop peu état, a considéré Patricia Bocciarelli en introduisant le rapport d'activité. A nous de le faire savoir et de valoriser tout ce que nous obtenons pour les salariés, afin de poursuivre notre développement à leur service. » Martelant la nécessité d'instaurer un rapport de force qui permet d'appuyer les revendications de notre organisation, de l'entreprise à la branche et jusqu'au national, elle a érigé FO en rempart face aux gouvernements et au patronat pour défendre les salariés et leurs intérêts. Pour donner toujours plus puissance à ce rapport

de force, elle a exhorté les métallos FO et les équipes syndicales à recourir à l'arme de la formation, que les RH et les autres organisations syndicales utilisent au quotidien. « Avec l'APSAC pour les formations CSE obligatoires, ou avec notre Fédération et nos UD pour tous les autres domaines, se former est un préalable indispensable pour un militantisme efficace et un syndicalisme de haut niveau », a insisté la secrétaire.

LE REMPART FO

Dressant le bilan du mandat qui s'achevait, elle s'est réjouie de voir la syndicalisation se poursuivre avec souvent de bons résultats. De Safran à BCA, d'Otis à Renault Trucks ou Essilor, impossible de citer toutes les implantations où notre organisation progresse grâce au travail de terrain des métallos. Patricia Bocciarelli leur a adressé ses plus sincères et chaleureux remerciements, considérant

que leur présence et leur implication étaient d'autant plus remarquables que les moyens syndicaux ont durement pâti de la mise en place des CSE. Elle a aussi souligné l'importante part prise par les retraités FO, qui doivent rester une force vive de notre organisation. Elle a rappelé l'aide apportée par le syndicat aux équipes et aux salariés en difficulté, notamment lors de PSE ou de risques de fermetures, qui ont malheureusement émaillé les quatre dernières années. Elle a salué la participation des métallos FO franciliens aux mobilisations qui ont été organisées dans ce cadre, mais aussi aux 14 journées de mobilisation contre la réforme des retraites, ainsi qu'à celles contre l'austérité. Revenant sur l'actualité récente, elle s'est d'ailleurs félicitée de la suspension de la réforme des retraites, faisant valoir que c'était la force de la mobilisation derrière les organisations syndicales en 2023 qui avait permis de l'ob-

tenir aujourd'hui. Enfin, elle a applaudi une autre victoire qui doit énormément à la détermination de FO : l'adoption, la veille, de la disposition supprimant la limite de trois mandats successifs pour les élus du CSE, dans le cadre du projet de loi "portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social". Notre organisation s'était ardemment battue contre cette limitation et était parvenue à la faire inscrire dans l'ANI du 14 novembre 2024.

LE BUREAU SE RENOUVELLE

C'est ensuite Marc Partouche, secrétaire adjoint sortant, qui a pris la parole pour remercier les métallos FO, alors que ce congrès marquait son départ du bureau du syndicat. Il s'est inquiété de voir les actifs et les retraités toujours plus mis à contribution pour payer les erreurs de la classe politique avant de faire valoir que « ce que certains appellent des avantages sont en réalité des acquis obtenus par nos anciens et qu'il faut absolument défendre ». Face à des politiques qui affaiblissent depuis trop d'années le pays au lieu de restaurer l'industrie forte qui, seule, peut rendre son autonomie à la France, il a appelé à un sursaut pour que, au lieu de favoriser les délocalisations, la sauvegarde de l'industrie tricolore et de ses grands secteurs dépasse les incantations pour devenir réalité. Après le rapport de trésorerie présenté par Christophe Hertz et le point sur les timbres par Philippe Bonnaire, les congressistes ont voté à l'unanimité les rapports d'activité et de trésorerie.

SE DIFFÉRENCIER ET REVENDIQUER

Plusieurs métallos sont ensuite montés à la tribune pour partager réflexions et interrogations. Christophe Elui (Safran Gennevilliers) a confié la difficulté éprouvée par son équipe à se distinguer des autres organisations du fait d'un certain manque de visibilité. Charles Menet (retraité Alstom) s'est félicité de la suspension de la réforme des retraites tout en rappelant qu'elle ne valait pas une abrogation que FO devait continuer

de revendiquer, s'inquiétant au passage d'une nouvelle mise à contribution de la sécurité sociale dans le projet de budget présenté en Conseil des ministres. Sylvie Galuppo, qui vient de passer son mandat de DSC Otis, a demandé le retour des coordinations ascenseurs et a présenté un tableau préoccupant du secteur, avec de nombreux facteurs de risque tant pour les salariés que les usagers. Une demande appuyée par Miguel Romera (Koné), qui a également fait état des difficultés de syndicalisation dans son entreprise. Cyril Le Roux (Safran Eragny) s'est interrogé sur la nature de l'indépendance politique de notre organisation et ses limites en faisant un retour sur les mobilisations sociales de septembre et octobre et leurs mots d'ordre parfois difficiles à classer.

PRIORITÉ AU DÉVELOPPEMENT

Les réponses formulées par Patricia Bocciarelli et Bruno Reynès ont notamment rappelé qu'au-delà de la formation, des valeurs, de l'indépendance politique et de la nature non-catégorielle de FO qui sont autant de facteurs d'attractivité de notre organisation, l'adhésion était d'abord le fruit d'une rencontre. Ce faisant, ils ont souligné l'évidence : sans une solide présence de terrain, aucune progression n'est envisageable. S'est ensuivie une formation sur la thématique « l'IA et ses enjeux pour les CSE », animée par Fayçal Abassi, du cabinet Syncéa. Le congrès s'est achevé par la présentation de la nouvelle application pour smartphone du syndicat, suivie du renouvellement de ses instances et de l'élection de son nouveau bureau, solidement charpenté et prêt pour quatre nouvelles années d'action. C'est le secrétaire fédéral Bruno Reynès qui s'est chargé de la conclusion, alertant les métallos FO sur le léger recul de notre organisation en matière de représentativité. Pour y remédier, notre Fédération déploie le plan de développement AGIR, adopté par la CA fédérale le 26 juin dernier, et dont le secrétaire fédéral a résumé l'essentiel. Il a salué l'état d'esprit des métallos FO franciliens et leur détermination à faire du développement syndical leur priorité.



LE BUREAU ÉLU

Le nouveau bureau élu est composé de :

Patricia Bocciarelli
secrétaire

Christophe Hertz
secrétaire adjoint

Philippe Bonnaire
trésorier

Grégory Coulombel
trésorier adjoint

Samuel Mbangwe
responsable de la communication

MSAÉ : PARTENAIRE PRÉVENTION SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DES SALARIÉS DE L'AÉRONAUTIQUE, ESPACE ET DÉFENSE



Mutuelle Solidarité Aéronautique
Tout commence par la prévention

msae.fr

MSAé / Mutuelle Solidarité Aéronautique, 5 rue Paul Barruel 75740 Paris cedex 15.
Mutuelle régie par le code de la Mutualité livre III.

MSAé



RÉSOLUTION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE FÉDÉRALE FO MÉTALLURGIE

La Commission administrative fédérale de la Fédération FO de la Métallurgie, réunie les 16 et 17 octobre, constate une situation politique économique et sociale particulièrement instable. La précarisation de l'emploi industriel, des fermetures d'usines plus nombreuses que les ouvertures en France et les tensions sur les filières stratégiques fragilisent durablement les salariés et affaiblissent notre tissu productif.

Les membres de la CA se félicitent de la mobilisation des métallos dans les différentes journées d'actions du 18 septembre et 2 octobre, qui ont été nécessaires pour permettre aux salariés d'exprimer leur mécontentement.

Les membres de la Commission Administrative se réjouissent de la transcription dans la loi de plusieurs accords interprofessionnels : celui du 14 novembre 2024 en faveur de l'emploi des seniors, celui relatif à l'évolution du dialogue social, ainsi que l'accord du 25 juin 2025 sur les transitions et les reconversions professionnelles.

Ils soulignent que c'est l'efficacité du dialogue social, notamment conduit par notre Confédération, qui a permis d'aboutir à ces avancées, et en particulier à la fin de la limitation à trois mandats consécutifs.

La Fédération FO de la Métallurgie réaffirme avec force sa conviction : c'est par le dialogue social, la négociation collective et le respect du paritarisme que notre pays pourra retrouver une voie de stabilité et de progrès. Les partenaires sociaux doivent retrouver toute leur place dans l'élaboration des politiques publiques, notamment, en matière de protection sociale, de formation, d'emploi et de politique industrielle.

La réindustrialisation ne peut se résumer à des annonces gouvernementales ou à des plans sans lendemain. Sans emploi industriel, il n'y a ni souveraineté, ni cohésion sociale. Relocaliser, c'est aussi revaloriser le travail, garantir des salaires à la hauteur des qualifications, investir dans la formation et sécuriser les parcours professionnels. La réindustrialisation, pour FO Métaux, c'est rendre au travail sa dignité et à la nation sa capacité à produire pour elle-même.

L'Europe et la France doivent se doter d'une véritable politique industrielle dotée de moyens conséquents et à la hauteur des enjeux. Un projet ambitieux et sans dogmatisme doit gouverner sur le long terme avec des choix pragmatiques permettant une transition écologique efficace et juste socialement. La Fédération revendique, notamment, un moratoire dans les objectifs de décarbonation pour sauver l'industrie sidérurgique, une stabilité des politiques européennes dans le secteur automobile, une vision claire et un modèle ambitieux et souverain comportant une dimension de sécurité et défense pleinement assumée pour le spatial et notre industrie de la défense et, enfin, une conditionnalité des aides publiques aux entreprises.

Les membres de la Commission administrative fédérale adressent leur plein soutien à l'ensemble des équipes syndicales confrontées à des discussions avec leur direction à la suite de l'annonce de plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), notamment dans les secteurs de la mécanique et de l'électronique. Ils saluent l'engagement de la Fédération pour l'accompagnement qui est apporté afin de défendre les intérêts des salariés.

Dans le cadre de notre développement, le plan AGIR vise un objectif clair et atteignable : gagner 1 point de représentativité au prochain cycle, en mobilisant toutes nos forces – délégués syndicaux centraux (DSC), coordinateurs, Union des syndicats de la Métallurgie (USM), militants locaux autour d'un projet partagé et structuré. C'est une réponse offensive à nos fragilités, et une occasion de transformer nos atouts (formation, expertise, pratique contractuelle) en leviers de croissance syndicale. Nous appelons chaque militant à s'approprier ce projet, à s'y engager pleinement, car c'est ensemble que nous construirons notre force de demain.

Enfin, la Commission administrative fédérale appelle tous les ouvriers, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres de la métallurgie à rejoindre la seule organisation syndicale libre, indépendante et responsable, pour faire entendre leur voix, défendre leurs droits et participer activement à la construction d'un avenir industriel et social plus juste.

RÉSOLUTION DE LA CA FÉDÉRALE

Notre cabinet d'expertise-comptable **est dédié exclusivement aux représentants du personnel** (CSE, Organisations Syndicales...) **et tourné à 100 % vers vos attentes**. Chaque expertise est **unique, objective** et n'a pour seul objectif que de répondre à vos besoins.

Nos conseils et analyses n'ont de sens que parce qu'ils mettent notre **valeur ajoutée au service de votre négociation** et vous permettent **d'alimenter votre politique contractuelle** et de **rééquilibrer le dialogue social**.

Notre approche est pluridisciplinaire grâce à une équipe regroupant **des financiers, économistes, juristes, experts en négociation sociale et auditeurs industriels**.

ACTYS-EXPERTISES est basé en région parisienne et nous intervenons partout en France.



01 46 70 60 17



info@actys.expert

LE POR- TRAIT

AMINA ZINAEVE, LE COLLECTIF, ÇA CHANGE LA VIE !

Être jeune, femme, cadre et syndicaliste, c'est possible ! Amina Zinaeve, 32 ans, préventrice QSE sur le site ArcelorMittal de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) se confie sur un parcours atypique.



Tous les chemins peuvent mener à FO. Parfois avec d'improbables détours, comme celui d'Amina Zinaeve, qui prépare les élections professionnelles de 2026 avec l'équipe FO ArcelorMittal de Fos-sur-Mer et espère décrocher un siège au 3e collège - une première pour l'organisation.

Avant d'en arriver là, l'ex étudiante en chimie a parcouru un sacré chemin. Après un stage au labo du site, en 2013, elle y poursuit sa licence en alternance, puis reste en intérim avant d'être embauchée en 2016 pour remplacer un départ en retraite. Seule condition : reprendre la sécurité du laboratoire. Amina s'y investit pleinement, conçoit une nouvelle méthode qualité, et gagne vite en reconnaissance. Pendant le Covid, confinée comme des millions de salariés, elle décide de valoriser ses compétences en préparant une VAE pour un Bac+5 Santé, Sécurité, Qualité et Environnement. Challenge relevé et diplôme en poche, elle reste chez le sidérurgiste, remplace son supérieur et devient cadre en juillet 2023, préventrice QSE sur deux départements. « J'étais souvent la seule femme de mon équipe, j'ai donc dû et su m'imposer et me faire respecter en poste 3x8 », se souvient-elle. Outre sa franchise et un caractère bien trempé, elle a aussi pu s'appuyer sur de solides compétences professionnelles pour montrer qu'elle était bien la femme de la situation.

Et le syndicalisme dans tout ça ? Il découle avant tout d'une rencontre. Amélie Boy, déléguée syndicale, et Christophe Ibanez, le secrétaire du syndicat FO, passent régulièrement au labo. Lors de la crise sanitaire, FO lui donne des informations essentielles pour préserver son salaire. « Si ça marche, je prends la carte FO », plaisante la jeune femme. Les infos des métallos étant en acier trempé, elle profite pleinement des dispositifs négociés par notre organisation et ne perd pas un centime dans la période. « Et voilà comment on devient militante », sourit Amina. Elle commence alors à fréquenter plus assidument les militants FO et découvrent que derrière la bonne humeur, il y a une formidable bienveillance, une grande

honnêteté et une redoutable efficacité (réformiste). D'autant que les autres organisations lui ont laissé, à la lecture de leurs tracts, une impression « pas particulièrement positive » euphémise la jeune femme. L'engagement syndical se fait naturellement, permettant l'éclosion d'une fibre sociale qui n'avait jusqu'alors pas trouvé à s'épanouir.

Un intérêt qui ne retombe pas

A l'approche des élections, elle se prend au jeu et accepte de se présenter sur la liste électorale pour le 2ème collège (elle n'est alors pas encore cadre). Et elle devient ainsi élue au CSE, avec deux jours de délégation par mois. Ses compétences en santé/sécurité font rapidement d'elle la spécialiste FO du sujet et elle travaille régulièrement avec le CSSCT. « J'y suis des deux côtés de la table, puisque mon activité professionnelle me conduit à me présenter régulièrement devant la commission », sourit Amina, qui y fait aussi remonter des problématiques du terrain.

Sans vraiment l'avoir prévu, elle s'est aussi lancée dans la syndicalisation. Avec le délégué syndical FO Cédric De Vita, lui aussi cadre, ils ont lancé une initiative innovante : des réunions Teams pour les cadres du site avec à chaque fois des sujets d'actualité mais aussi des thématiques sélectionnées en amont via de petits sondages. Pour le lancement, ils ont eu des connexions de la part du quart des effectifs cadres du site ! Et l'intérêt n'est pas retombé pour cette manière de quadriller le terrain autrement. Plusieurs contacts ont été établis et FO commence à se faire un nom au troisième collège.

La suite ? « Trop tôt pour y penser, confie la jeune femme. Mais avec FO, on avance ensemble. C'est tout un collectif qui gagne en humanité - et ça change la vie. »



VOS DROITS

TROIS MANDATS ET APRÈS ? QUAND L'EXPÉRIENCE SYNDICALE REPREND SES DROITS

Ce mois-ci, votre rubrique juridique s'adapte pour un sujet des plus brûlants. Après plusieurs années de débats, la limitation à trois mandats successifs pour les élus du CSE a enfin été supprimée. Une mesure que FO Métaux revendiquait de longue date, au nom de la liberté de choix des salariés et de la reconnaissance du parcours militant. Retour sur une victoire syndicale qui redonne du sens au dialogue social.

I. UNE RÈGLE QUI BRIDAIT LA DÉMOCRATIE SOCIALE

La loi Rebsamen de 2015, puis les ordonnances Macron de 2017, avaient instauré une limite de trois mandats successifs pour les élus du Comité Social et Economique (CSE) dans les entreprises de plus de 50 salariés. Présentée à l'époque comme un moyen de "renouveler la représentation", cette mesure a souvent eu l'effet contraire : priver les salariés de leurs représentants les plus expérimentés, ceux qui connaissaient les rouages du dialogue social et les réalités du terrain. Combien de syndicats ou sections FO ont vu partir, à contre-cœur, des élus aguerris, remplacés par des camarades certes tout aussi engagés, mais moins formés, parfois isolés ? La démocratie sociale ne se renouvelle pas en écartant l'expérience, mais bien en la transmettant.

II. UNE VICTOIRE SYNDICALE PATIEMMENT CONSTRUITE

Depuis plusieurs années, FO Métaux, tout comme la Confédération, plaidait pour le retrait de cette disposition. La revendication n'a jamais été abandonnée : interventions auprès des pouvoirs publics, participation active aux négociations nationales... Le syndicalisme n'a pas la mémoire courte.

C'est finalement dans le cadre de la transposition des accords nationaux interprofessionnels (ANI) sur le dialogue social, adoptés en 2025, que cette mesure vient d'être levée. Une reconnaissance du rôle essentiel des représentants du personnel et du travail accompli au long cours par notre organisation. Ce n'est pas une victoire symbolique : c'est la preuve que le dialogue social, lorsqu'il est sincère, peut faire bouger les lignes.

III. REDONNER TOUTE SA PLACE À L'EXPÉRIENCE

Au-delà du principe, cette évolution juridique a une portée concrète. Elle permet à chaque organisation syndicale de choisir librement ses candidats, selon leurs compétences et leur disponibilité, sans être contrainte par une limite arbitraire. Elle redonne surtout une voix à celles et ceux qui ont accompagné des générations de salariés dans les CSE, parfois depuis les anciens CE et CHSCT.

Le militantisme n'est pas une course de vitesse, mais une œuvre de constance. Le droit reconnaît enfin cette réalité : dans l'entreprise comme ailleurs, l'expérience n'est pas un frein, mais une force.

”

L'expérience syndicale,
c'est de la compétence en mouvement.
La faire reconnaître, c'est faire progresser
à la fois le salarié mais au final,
surtout l'entreprise.

Valentin RODRIGUEZ

Adobe ©

IV. L'ÉTAPE SUIVANTE : VALORISER LES ACQUIS DE L'ENGAGEMENT SYNDICAL

Reste à faire vivre pleinement cette reconnaissance dans la carrière des militants. C'est là qu'interviennent les accords VAES (Valorisation des Acquis de l'Engagement Syndical).

Ces accords, que nous devons continuer de négocier et de promouvoir dans nos entreprises, permettent de traduire en termes professionnels les compétences acquises dans le cadre du mandat syndical : conduite de réunion, négociation, gestion de conflit, connaissance du droit du travail, management d'équipe...

Signer un accord VAES, c'est donner une portée concrète à des années d'engagement. C'est aussi un moyen de sécuriser les parcours des militants lorsqu'ils souhaitent évoluer, changer de poste ou revenir à la production. Là encore, le droit et le syndicalisme se rejoignent : l'un garantit, l'autre fait vivre.

COMPRENDRE LA VAES EN 5 LIGNES

La Valorisation des Acquis de l'Engagement Syndical (VAES) est un dispositif juridique permettant de reconnaître officiellement les compétences acquises dans le cadre d'un mandat syndical ou représentatif. Elle peut se traduire par un accord d'entreprise, un bilan de compétences, voire une VAE (Validation des Acquis de l'Expérience). Concrètement, un élu peut ainsi faire reconnaître son savoir-faire en matière de communication, de gestion, de droit ou de négociation, au même titre qu'une expérience professionnelle. FO encourage la signature d'accords VAES dans toutes les entreprises des branches professionnelles.



Adobe ©

CHIFFRES...

Tous les mois, FO Métaux vous propose les chiffres clés, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

1,4 %

Selon un rapport du Réseau Action Climat, l'industrie française n'a réduit l'an dernier que de 1,4 % ses rejets de gaz à effet de serre. En 2024, elle représentait encore 16,9 % des émissions nationales.

Bien que basé sur les 50 sites industriels les plus émetteurs, il est considéré comme un bon indicateur et montre que ce recul de 1,4 % est bien insuffisant puisque, pour respecter la trajectoire climatique, la diminution devrait être trois fois plus rapide. La difficile mutation de l'industrie française vers plus de durabilité trouve sa source, selon le rapport, essentiellement dans le manque de financement et de visibilité budgétaire, freins majeurs à l'investissement des industriels, qui ont besoin de garanties claires sur le soutien public à moyen et long terme. Ainsi, les révisions successives des enveloppes allouées et l'absence de trajectoire financière pluriannuelle entretiennent ce climat d'incertitude. Parmi les solutions : une véritable politique industrielle, comme notre organisation le revendique depuis longtemps.

LE MOT DU MOIS BUS



Puisque les ventes d'A320 viennent de dépasser celles des Boeing 737, il est temps de se poser la question : pourquoi ce nom d'Airbus ? Pour répondre, il faut remonter deux siècles en arrière, passer par l'histoire d'une minoterie, d'un établissement de bains et d'un marchand de chapeaux. C'est un peu tordu, attachez vos ceintures.

Né le 3 décembre 1777 à Vieille-vigne, au sud de Nantes, Stanislas Baudry, médecin et colonel sous le Premier Empire, se lance dans les affaires une fois rendu à la vie civile et crée une minoterie. Son moulin à farine étant équipé d'une machine à vapeur, l'astucieux entrepreneur rentabilise l'eau chaude ainsi dégagée par condensation en créant à côté un établissement de bains. Comme il était assez éloigné du centre de Nantes, il a l'idée, pour faire venir les clients, de lancer en 1826 un service gratuit de voitures à cheval aménagées pour transporter seize personnes. S'apercevant bien vite que beaucoup de Nantais l'utilisent sans fréquenter ses bains, il rend le service payant. Or les voitures stationnaient devant la boutique d'un chapelier nommé Omnes, dont l'enseigne proclamait : *Omnes Omnibus*, ce qui pouvait signifier en latin de cuisine « Tous pour tous », mais qu'il fallait comprendre comme un jeu de mots : « *Omnes pour tous* ». La population nantaise, puis d'autres, adoptèrent et le moyen de transport et le mot « omnibus ». Deux siècles plus tard, le 18 décembre 1970 exactement, notre consortium aéronautique qui se donne pour mission d'assurer à sa façon des transports en commun reçoit le nom de baptême d'Airbus. Il mérite bien aujourd'hui un coup de chapeau !

CHIFFRES CLÉS

SMIC HORAIRE BRUT
11,88 EUROS

SMIC MENSUEL BRUT
1 801,80 EUROS

CHÔMEURS

3 263 500 (CATÉGORIE A, PUBLIÉS LE 28 OCTOBRE 2025)

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

145,77 (3^{ÈME} TRIMESTRE 2025)

TAUX D'INTÉRÊT (28 AOÛT)

1,93 % AU JOUR LE JOUR.

PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

3 925 EUROS PAR MOIS (POUR L'ANNÉE 2025 : 47 100 EUROS)

COÛT DE LA VIE

-1 % EN SEPTEMBRE (-1 % HORS TABAC)

+1,2 % EN GLISSEMENT SUR LES 12 DERNIERS MOIS
(+1,1 % HORS TABAC).

Votre e-carte de tiers payant à portée de main

Votre carte de tiers payant existe désormais en format dématérialisé : c'est la e-carte de tiers payant.

Elle est directement accessible sur l'application Côté santé et sur votre espace client, et vous permet de bénéficier :

- D'un accès rapide et immédiat pour vous et pour votre famille ;
- De la possibilité de la transmettre simplement par mail à votre médecin et à l'ensemble des professionnels de santé ;
- De la télécharger à tout moment.

Téléchargez dès à présent l'application Côté santé



AG2R LA MONDIALE

Épargne
Retraite
Santé
Prévoyance

Optez pour une épargne éthique et performante !

Une offre pensée pour vous :
des performances durables, un cadre
fiscal attractif et des outils simples pour
vous accompagner à chaque étape.

Contactez-nous :

relations-exterieures@malakoffhumanis.com



**malakoff
humanis**

SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE **ÉPARGNE**